



RPCA Note aux décideurs

Si des mesures appropriées ne sont pas prises, près de 42.5 millions de personnes seraient menacées par la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest pendant la soudure (juin-août 2023), soit plus de cinq fois le niveau d'avant le lancement des Objectifs de développement durable (ODD) en 2014 :

Poursuivre et renforcer les engagements politiques et financiers dans la durée afin d'éradiquer les causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région.

MESSAGES CLÉS

MESSAGE 1 : La crise alimentaire augmente et est fortement exacerbée par l'insécurité, l'inflation et les effets néfastes du changement climatique

Cette note a été produite par le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE) et le Secrétariat exécutif du CILSS. Elle s'appuie sur les conclusions des réunions annuelle et restreinte du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), tenues respectivement les 6-9 décembre 2022 et les 12-14 avril 2023.

- ▶ **La campagne agropastorale 2022-2023 a été globalement satisfaisante mais la production céréalière par habitant a régressé.** La production céréalière, évaluée à plus de 77 millions de tonnes, est en hausse de 6% par rapport à la moyenne des cinq dernières années et de 8% à celle de l'année dernière. Toutefois, la production par habitant est en baisse de 2% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. La production de tubercules et de racines est estimée à 212 millions de tonnes, soit une hausse de 10% par rapport à la moyenne quinquennale. La production des cultures de rente est également en hausse excepté le coton en baisse de 1% par rapport à la moyenne quinquennale. La disponibilité fourragère et les conditions d'abreuvement du bétail sont relativement satisfaisantes mais l'accès demeure difficile dans les zones d'insécurité.
- ▶ **L'insécurité alimentaire et nutritionnelle touche de plus en plus de personnes.** Le nombre de personnes en insécurité alimentaire a progressé de 32.8 millions, passant de 9.7 millions en juin-août 2019 à 42.5 millions de personnes en juin-août 2023. En outre, 107.5 millions de personnes seraient sous pression pendant la période de soudure 2023, et pourraient basculer dans la crise en cas de chocs, notamment au Nigeria (64 millions), au Niger (7.3 millions) et au Burkina Faso (5.1 millions). La malnutrition demeure également une préoccupation avec près de 16.5 millions d'enfants de moins de cinq ans concernés au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad. Cette situation alimentaire et nutritionnelle tendue est le fait de crises interconnectées:
 - » **L'insécurité civile** à l'origine de plus 7.5 millions de déplacés internes privés de leurs moyens d'existence (habitat, capital productif, réseau social) et d'accès à l'éducation et à la santé.
 - » **L'inflation demeure préoccupante (18% en moyenne dans la région) et fragilise les capacités d'accès des ménages à des aliments nutritifs en quantité suffisante.** Elle est nourrie par la persistance des entraves au commerce régional (prélèvements illicites, taxes, et interdictions sur les exportations des céréales), le renchérissement du coût du transport, la dépréciation de la monnaie au Nigeria, au Ghana, et en Sierra Leone, ainsi que les conséquences du conflit Russie-Ukraine. Celle-ci provoque une forte hausse des prix des principales céréales de 25 à 40% comparativement à la moyenne des cinq dernières années, avec des pics au Ghana (+100%), en Sierra Leone (+100%), au Nigeria (+50%) et au Burkina Faso (+50%), et particulièrement dans les zones d'insécurité.
 - » L'aggravation des **effets néfastes du changement climatique** continue également d'impacter les systèmes alimentaires de la région, notamment avec les fortes perturbations des régimes des précipitations, les faibles disponibilités en eau pour l'irrigation, les inondations, etc.
- ▶ **L'assistance alimentaire et humanitaire soulage les souffrances mais à elle seule n'apporte pas de solution durable aux crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes.** De même, celle-ci engendre une hausse tendancielle des besoins en financement dans un contexte de fortes tensions financières au niveau des États et de leurs partenaires. Cette situation rappelle encore la nécessité d'un engagement politique accru en faveur de l'efficacité de la réponse, en priorisant l'investissement pour la résilience, en synergie avec la réponse d'urgence.



À PROPOS

Créé en 1984 et placé sous le co-pilotage politique de la CEDEAO et de l'UEMOA, le RPCA a pour mission de construire une vision consensuelle de la situation alimentaire et nutritionnelle et de promouvoir le dialogue et la coordination au bénéfice de la décision et de l'efficacité des interventions. Il est co-animé par le CILSS et le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE).

MESSAGE 2 : L'insécurité persistante exacerbe la crise des territoires agropastoraux, aggravant davantage l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

- ▶ **L'insécurité au Sahel et en Afrique de l'Ouest s'étend et les violences s'intensifient.** La région Sahel et Afrique de l'Ouest a connu, ces dernières années, une hausse exponentielle du nombre de foyers de violences avec 10 000 incidents entre 2020 et 2021, représentant une augmentation de 180% par an comparée à la période 2015-2019. Dans le même intervalle, le nombre de victimes a augmenté de 521% par an. Ces violences s'étendent vers les pays côtiers, notamment au nord du Bénin et du Togo.
- ▶ **L'économie agropastorale est fortement fragilisée avec des implications en termes de pertes de revenus et de moyens d'existence pour les populations impactées.** La combinaison des crises pastorales et sécuritaires font payer un lourd tribut aux pasteurs, agropasteurs et autres acteurs de l'économie pastorale (vétérinaires privés, commerçants, etc.). Les conséquences des violences sécuritaires sont multiformes : inaccessibilité aux pâturages et aux marchés, abandon des champs de culture, interdiction de la transhumance dans certains pays, vols de bétail associés à des pertes en vies humaines, déscolarisation des enfants, et enrôlement des jeunes par les groupes armés. L'insécurité menace particulièrement l'avenir de la jeunesse agropastorale en perte de repères et en quête d'opportunités.

IMPLICATIONS MAJEURES POUR LA CEDEAO, L'UEMOA ET LE CILSS

1. Prendre les mesures idoines pour répondre efficacement à la crise alimentaire et nutritionnelle et pour mieux prévenir les crises à venir

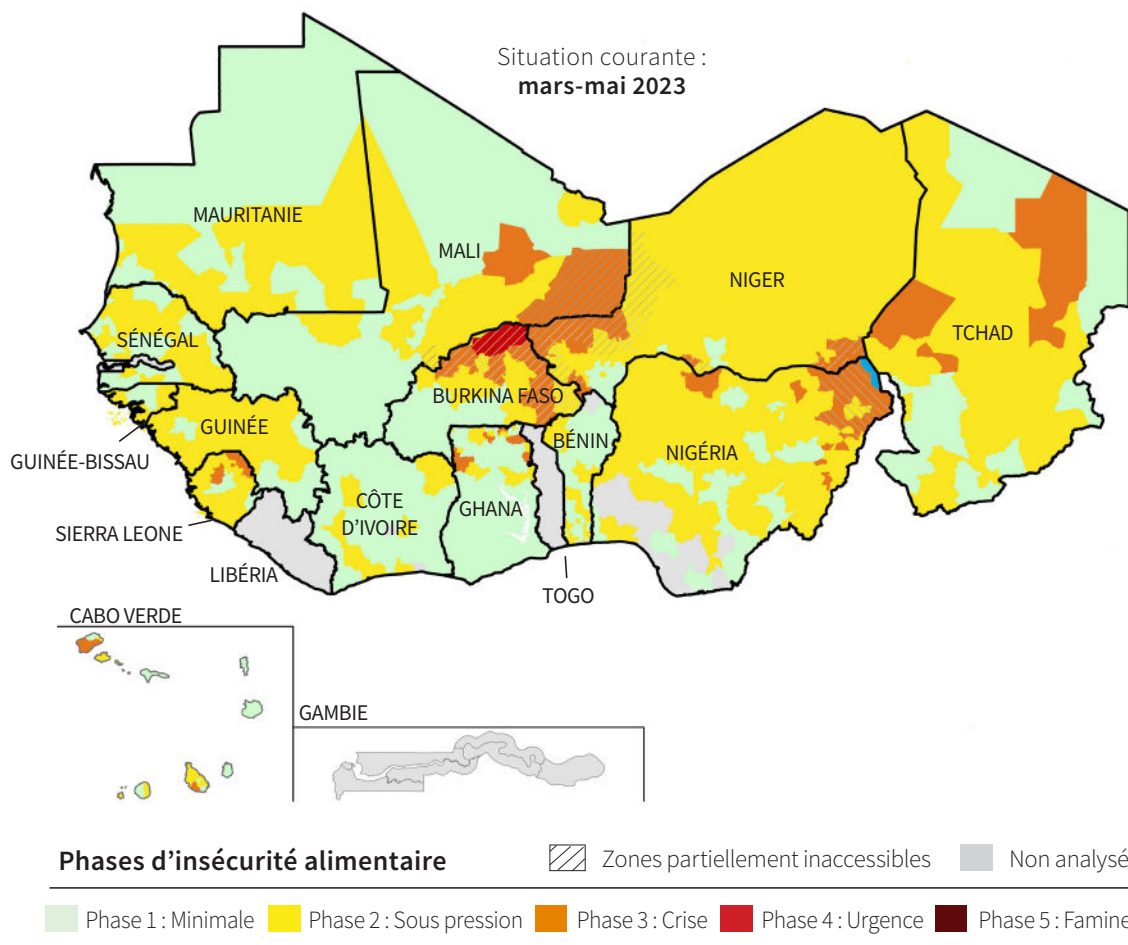
- ▶ Soutenir les plans nationaux de réponse en activant les mécanismes de solidarité régionale (réserve régionale de sécurité alimentaire de la CEDEAO, instrument financier de l'UEMOA dans le cadre de son Comité de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle...);
- ▶ Sensibiliser et accompagner les pays à s'investir résolument dans les réponses structurelles inclusives afin d'inverser les tendances alimentaires et nutritionnelles négatives dans la région, notamment le développement du secteur des engrais et de l'irrigation ;
- ▶ Accompagner les États pour la mise en œuvre de mesures politiques de soutien au pouvoir d'achat et de protection des moyens d'existence des populations, et aussi destinées à s'attaquer aux causes structurelles de la flambée des prix des produits alimentaires ;
- ▶ Accélérer le renforcement des capacités d'intervention de la Réserve régionale de sécurité alimentaire, y compris son financement souverain ;
- ▶ Engager un dialogue avec les États membres en vue de la réduction significative des entraves au commerce régional (levée des mesures d'interdiction d'exportation de produits vivriers et de fermeture des frontières; lutte efficace contre les tracasseries routières et les taxations illicites...) et à la transhumance transfrontalière.

2. Accompagner les États dans la mise en œuvre de politiques de développement inclusif dans les territoires agropastoraux, y compris des mesures s'attaquant aux causes sous-jacentes des violences sécuritaires

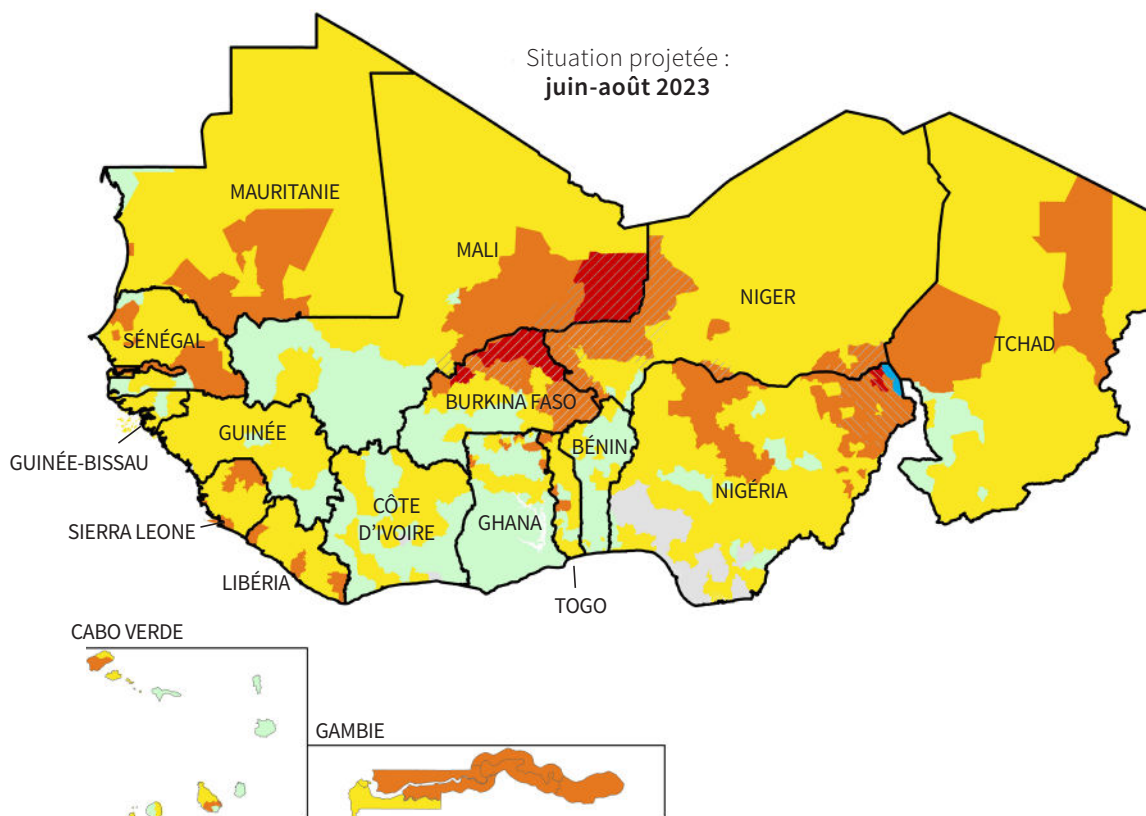
- ▶ Engager le dialogue avec les États membres sur l'accélération de la mise en œuvre des politiques et programmes (PNIA-SAN, PCD-TASAN, PRP-AGIR, Stratégie Employabilité des jeunes...) dédiés à l'optimisation de l'économie agropastorale, alimentaire et informelle, pourvoyeuse d'opportunités d'emplois, notamment pour la jeunesse ;
- ▶ Organiser une concertation restreinte avec les pays en proie à l'insécurité afin de définir et de mettre en œuvre une feuille de route sur le renforcement des mécanismes locaux de dialogue, de consolidation de la paix et de gouvernance à même d'impulser un nouveau contrat social favorable à un développement inclusif dans les territoires agropastoraux et de restaurer la cohésion sociale.

SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE :

29.5 millions de personnes en situation de « crise » et au-delà (phases 3-5) au Sahel et en Afrique de l'Ouest



42.5 millions de personnes en situation de « crise » et au-delà (phases 3-5) au Sahel et en Afrique de l'Ouest



Source : Analyses du Cadre harmonisé, concertation régionale, Bamako, Mali, mars 2023

www.food-security.net

© 2023. Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), carte réalisée par AGRHYMET/CILSS